

Dans quelle mesure les politiques monétaire et budgétaires parviennent-elles à agir sur la conjoncture des pays membres de la zone euro ?

Le plan proposé :

- I. La politique monétaire permet d'agir sur la conjoncture économique
  - A. La politique monétaire, pilotée par la BCE, permet de maintenir la stabilité des prix...
  - B. ... Elle peut être restrictive en cas d'inflation trop forte et expansionniste pour augmenter le niveau d'inflation.
- II. La politique budgétaire permet aussi d'agir sur la conjoncture économique
  - A. La politique budgétaire est gérée au niveau national par les Etats, elle consiste à manipuler son niveau de dépenses et de recettes.
  - B. Les politiques budgétaires expansionnistes permettent de soutenir la demande et l'emploi, mais le déficit public dirige aussi les Etats vers des politiques budgétaires d'austérité.
- III. Les politiques économiques ne parviennent pas toujours à agir efficacement sur la conjoncture des pays membres de la zone euro.
  - A. Le caractère unique de la politique monétaire ne permet pas de répondre aux chocs asymétriques
  - B. L'absence de coordination limite l'efficacité des politiques budgétaires nationales

Le taux de croissance du PIB de la zone euro était de 1.1% en 2024. Les 20 pays membres se sont donc, en moyenne, enrichis même si la croissance est faible. Les pays tentent, par différents moyens, de conserver un niveau de richesse important et de dynamiser leur économie (l'Allemagne est placée au 4<sup>ème</sup> rang en termes de PIB dans le classement mondial et la France au 7<sup>ème</sup> rang). Elles vont alors mettre en place des politiques économiques (notamment des politiques monétaires et budgétaires) qui désignent les mesures prises par les administrations publiques (gouvernements, BCE, collectivités territoriales etc.) pour réguler l'activité économique. Comment fonctionnent ces politiques économiques ? A quel point la politique monétaire et budgétaire agissent-elles efficacement sur la situation économique des pays membres de la zone euro ? Quelles sont les limites de ces politiques ? Dans un premier temps, nous évoquerons comment la politique monétaire permet d'agir sur la conjoncture économique pour ensuite s'intéresser à l'impact de la politique budgétaire sur la conjoncture économique. Enfin, nous présenterons les limites de ces politiques économiques dans leur action sur la situation économique actuelle.

- I. La politique monétaire permet d'agir sur la conjoncture économique
  - A. La politique monétaire, pilotée par la BCE, permet de maintenir la stabilité des prix...

La politique monétaire permet d'agir sur la conjoncture économique. Cette politique, menée à un niveau supra-national (par la Banque Centrale Européenne) permet en effet de maintenir la stabilité des prix dans la zone euro. **La politique monétaire désigne l'ensemble des actions visant à réguler la quantité de monnaie en circulation dans l'économie.** Plus particulièrement, l'objectif de la BCE est de maintenir la stabilité des prix avec un objectif d'inflation autour des 2% par an (proche, mais inférieur à 2%). En effet, les économistes estiment qu'une inflation trop élevée ou qu'une déflation (une baisse générale des prix) est néfaste pour l'économie. **Pour maintenir le niveau d'inflation autour des 2%, la BCE utilise plusieurs mécanismes, dont le principal est la manipulation du taux d'intérêt directeur.** C'est le taux d'intérêt fixé par une banque centrale pour les prêts qu'elle accorde aux banques commerciales qui en ont besoin. En effet, les banques commerciales ont-elles aussi besoin de se financer auprès de la BCE (BNP, Credit Agricole, Boursorama...) : quand une banque accorde un prêt à un agent économique, **elle crée de la monnaie.** Cette monnaie ne provient ni des réserves de la banque, ni de l'épargne de ses clients, **elle est tout simplement créée à partir de rien, "ex-nihilo".** On dit que « les crédits font les dépôts ». C'est comme cela que la BCE parvient à faire varier la masse monétaire. Le document 4 nous permet ainsi de constater la forte variation de ce taux directeur qui était de 4% en 2008 et de 0% en 2020.

- B. ...elle peut être restrictive en cas d'inflation trop forte et expansionniste augmenter le niveau d'inflation.

La BCE peut ainsi baisser son taux directeur pour augmenter le niveau d'inflation (et par extension le niveau d'emploi et de croissance, même si ce n'est pas l'objectif principal de la BCE qui se concentre sur la stabilité des prix). En effet, quand le taux d'intérêt directeur est élevé, cela va mécaniquement augmenter les intérêts des prêts que les banques commerciales accordent à leurs clients (des ménages et des entreprises). On parle alors de "**politique monétaire restrictive**". Quand les taux d'intérêt augmentent, les agents économiques rencontrent plus de difficultés à consommer et à financer leurs investissements (acheter du capital pour les entreprises, comme un entrepôt ou des machines, acheter une maison ou une voiture pour un particulier). Cela freine les investissements, la demande, et donc, in fine, la croissance économique. Or, quand la demande baisse, les prix ont eux aussi tendance à baisser, ce qui contribue à ralentir l'inflation. Ainsi, **la politique monétaire réagit à une conjoncture économique mais a aussi un impact sur cette conjoncture.** On remarque ainsi dans le document 4 que le taux directeur a très largement augmenté à partir de 2022, pour lutter contre l'inflation. En 2024, le taux directeur de la BCE s'établissait à 4.5%. A l'inverse, quand les taux d'intérêt baissent, les agents économiques peuvent s'endetter beaucoup plus

facilement, et donc investir : on parle alors de “**politique monétaire expansionniste**”. Cela va stimuler la croissance économique mais peut entraîner une inflation trop importante qui peut, à terme, avoir des impacts négatifs sur l'économie. Ainsi, en 2018, le taux directeur de la BCE était de 0%. Il s'est maintenu à ce niveau pendant plusieurs années, et notamment pendant la crise du Covid, en 2020. L'objectif était d'éviter une crise économique pour stimuler la consommation et l'investissement (et donc soutenir la demande). La politique monétaire n'est cependant pas la seule politique économique permettant d'agir sur la conjoncture.

## II. La politique budgétaire permet aussi d'agir sur la conjoncture économique

### A. La politique budgétaire, gérée au niveau national par les Etats, permet de réguler le niveau de croissance et d'emploi.

Au sein de la zone euro, la politique monétaire est donc sous la responsabilité de la BCE mais ce n'est pas le cas **des politiques budgétaires qui demeurent sous la responsabilité des gouvernements des pays de la zone euro. Les politiques budgétaires désignent l'ensemble des mesures agissant sur les recettes et les dépenses de l'Etat, c'est à dire sur son budget.** On distingue les **politiques budgétaires restrictives (politiques de rigueur)**, qui viennent limiter les dépenses et/ou augmenter les recettes (c'est-à-dire les prélèvements obligatoires), des politiques budgétaires expansionnistes (politique de relance), en cas d'augmentation des dépenses publiques et/ou de baisse des prélèvements obligatoires. Ainsi **l'Etat, par la manipulation de son budget, peut jouer sur la conjoncture économique.** Le document 3 montre ainsi que l'Etat français fait varier son niveau de dépenses et de recettes publiques. Le budget reste structurellement déficitaire, mais on remarque qu'en fonction des besoins, le niveau de dépenses peut être plus ou moins élevé. En 2018, les dépenses publiques représentaient 56.4% du PIB et les recettes publiques 54% du PIB. En 2020 (crise du Covid), les dépenses publiques représentaient 61.7% du PIB et les recettes publiques 52.8% du PIB soit un écart d'environ 9 points de pourcentage.

### B. Les politiques budgétaires expansionnistes permettent de soutenir la demande et l'emploi, mais le déficit public dirige aussi les Etats vers des politiques budgétaires d'austérité.

**L'Etat peut augmenter ses dépenses afin de stimuler la demande des agents économiques, donc la consommation et la production pour faire baisser le taux de chômage.** Par exemple, pendant la crise du Covid, une stratégie budgétaire de soutien à l'économie avait été mise en place, « *quoi qu'il en coûte* » (selon l'expression d'E. Macron pendant un discours). L'Etat a très largement augmenté ses dépenses et limité ses recettes pour soutenir l'activité des entreprises, menacé par la chute de la consommation (voir données présentées dans la partie précédente). Cependant, si cette stratégie budgétaire est efficace, **des règles viennent encadrer le budget des Etats** afin d'éviter les situations économiques problématiques. Dans l'Union Européenne, le Pacte

de Stabilité et de Croissance (1997) rappelle que le déficit budgétaire ne doit pas dépasser 3% du PIB et la dette publique 60% du PIB (document 1). Si l'Etat dépasse ses chiffres, il doit présenter **un plan de redressement à la commission européenne** et s'expose à des **sanctions financières**. On remarque que la dette de la France s'établit à 112% de son PIB : « *l'endettement de la France dépasse largement les 60% prévus par les règles européennes* » (document 1). La politique budgétaire permet donc d'agir sur la conjoncture économique même si elle est limitée par des règles européennes. Peut-on pour autant affirmer que ces politiques économiques parviennent à agir efficacement sur la conjoncture des pays membres ?

### III. Les politiques économiques ne parviennent pas toujours à agir efficacement sur la conjoncture des pays membres de la zone euro.

#### A. Le caractère unique de la politique monétaire ne permet pas de répondre aux chocs asymétriques

Les parties précédentes nous ont permis de comprendre que, **pour résoudre un problème économique, les pouvoirs publics peuvent mobiliser à la fois la politique budgétaire et la politique monétaire. Une action coordonnée de ces deux politiques économiques permet d'en augmenter l'efficacité.** Cependant, la zone euro présente une spécificité : **il existe 20 politiques budgétaires distinctes, mais une seule politique monétaire commune. Cette politique est conduite en tenant compte de la situation économique globale des pays membres. Cela complique la gestion des chocs asymétriques, c'est-à-dire des perturbations qui affectent un pays ou un secteur d'activité spécifique sans impacter directement les autres.** En 2023 le taux d'inflation annuel moyen des pays membres de la zone euro était de 2.9% (document 2). La BCE a donc, logiquement augmenté son taux directeur : il était de 3.5% en 2023 (document 4). Cela devrait donc permettre de ramener le taux d'inflation autour des 2%. Cependant, cette politique monétaire restrictive pourrait aggraver la situation de certains pays. En 2023, l'Italie avait déjà un taux d'inflation très faible (0.5%) et un taux de chômage (en décembre 2023) plus élevé que la moyenne de la zone euro (7.2%). Au travers de cet exemple on comprend donc qu'il est difficile, voir impossible, de s'adapter à la situation conjoncturelle spécifique de chacun des pays membres.

#### B. L'absence de coordination limite l'efficacité des politiques budgétaires nationales

Intéressons-nous maintenant **aux politiques budgétaires, qui sont propres à chaque pays. L'avantage est qu'un État peut adapter sa politique budgétaire en fonction de la conjoncture économique nationale.** Cependant, **la politique budgétaire d'un pays a aussi un impact sur la conjoncture économique des autres pays membres de l'Union européenne.** Ainsi, si la France choisit de mener une **politique budgétaire restrictive** (dans l'objectif d'assainir les comptes publics et de respecter les critères du Pacte de stabilité et de croissance), cela **aura des répercussions sur l'économie de ses**

**partenaires commerciaux**, comme l'Italie ou l'Allemagne. En effet, **une telle politique entraîne une baisse de la consommation et de l'investissement en France, réduisant ainsi la demande adressée aux entreprises européennes, ce qui peut freiner la croissance dans d'autres pays.**

Inversement, si la France adopte **une politique budgétaire expansionniste pour relancer la consommation et l'investissement, une partie des dépenses supplémentaires des ménages et entreprises françaises pourrait profiter aux économies étrangères.** Les agents économiques français risquent d'acheter davantage de biens et services en provenance d'Allemagne, d'Espagne ou encore de Pologne. Cet effet réduit l'impact direct de la relance sur l'économie française. C'est ce qui s'est produit avec le plan Mauroy de 1981, une politique budgétaire de relance mise en place en France sous le gouvernement socialiste. L'objectif était de stimuler l'économie nationale via une augmentation des dépenses publiques et du pouvoir d'achat. Cet exemple illustre une des limites des politiques budgétaires nationales au sein d'un espace économique intégré comme l'Union européenne : **sans coordination entre les États membres, les politiques budgétaires risquent d'être moins efficaces et d'engendrer des effets contradictoires.**

#### **Conclusion :**

Cette dissertation nous a donc permis de comprendre dans quelle mesure les politiques monétaire et budgétaires parviennent à agir sur la conjoncture des pays membres de la zone euro. Nous avons évoqué le fait que la politique monétaire, restrictive ou expansionniste, permet de maintenir la stabilité des prix (le niveau de l'inflation). La politique budgétaire a elle aussi un impact sur la conjoncture économique : elle permet de réguler le niveau de croissance et d'emploi mais est tout de même encadrée par des traités européens. Enfin, si ces politiques économiques sont efficaces dans une certaine mesure, le caractère unique de la politique monétaire ne permet pas de répondre aux chocs asymétriques et l'absence de coordination entre Etats européens limite l'efficacité des politiques budgétaires nationales. Les spécificités de cette zone économique intégrée engendrent de nombreuses critiques, reprises par des partis politiques et des militants « eurosceptiques ». Faut-il alors céder à la tentation de retrouver une indépendance économique et monétaire ou au contraire renforcer le niveau de coopération et d'intégration des pays membres de la zone euro ?